



HAL
open science

”Les trois temps de la mondialisation en Amérique latine”

Olivier Compagnon

► **To cite this version:**

Olivier Compagnon. ”Les trois temps de la mondialisation en Amérique latine”. José Antonio Ocampo, Juan Martin (dir.). Mondialisation et développement. Un regard de l’Amérique latine et des Caraïbes, CEPALC - Commission Economique pour l’Amérique latine et les Caraïbes, pp.221-228, 2005, Libros CEPAL. halshs-00091000

HAL Id: halshs-00091000

<https://shs.hal.science/halshs-00091000>

Submitted on 25 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les trois temps de la mondialisation en Amérique latine

Olivier COMPAGNON

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine

(Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle)

CREDAL – UMR 7169

Équivoque et polysémique, souvent appliquée sans discernement à des périodes et à des contextes très divers, plus que jamais chargée de connotations idéologiques en ce début de XXI^e siècle, la notion de mondialisation n'est assurément pas d'usage commode pour l'historien. Quelle que soit l'acception du terme retenue et par-delà les nombreuses controverses scientifiques y afférant, il semble toutefois que l'Amérique latine constitue une aire privilégiée pour penser « l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète »¹, c'est-à-dire la mise en relation croissante d'espaces et d'individus auparavant presque totalement isolés les uns et des autres.

Les Grandes Découvertes et « l'économie-monde »

Pensée sur un temps long, la mondialisation latino-américaine plonge ses racines dans le terreau des Grandes Découvertes qui conclurent un XV^e siècle européen placé sous le signe de l'expansion et de l'aventure maritime. En 1503, la création à Séville de la *Casa de Contratación*, chargée d'organiser et d'administrer le monopole commercial entre l'Andalousie et le Nouveau Monde dont la conquête commence tout juste, jette les bases d'une économie-monde - « un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique »² -, qui n'est ni la première (car l'Empire romain en fut une parmi d'autres durant l'Antiquité) ni la plus vaste de l'époque (comparée à l'ensemble extrême-oriental), mais que beaucoup d'historiens estiment archétypale. En effet, l'intensité des liens économiques entre l'Amérique espagnole et sa métropole, la construction administrative et politique qui accompagne la mise en place de ces liens, le rôle décisif de l'esclavage et du commerce triangulaire dans l'affirmation du capitalisme européen, la mise en place d'une division du travail à l'échelle de l'empire espagnol, sont autant d'éléments qui inaugurent une certaine forme de modernité économique, mais qui dans le même temps constituent durablement la future Amérique latine en périphérie de l'Ancien Monde.

La quête de métaux précieux est en effet l'un des moteurs de l'expansion européenne au XV^e siècle, et structure durablement l'économie du Nouveau Monde dès les premières années du XVI^e siècle : c'est à cette époque que se met en place une économie fondamentalement extravertie, exportatrice de matières premières et dépendantes de l'extérieur pour toute une gamme de produits finis de consommation courante. Entre 1580 et 1620, les métaux précieux

¹ Olivier DOLLFUS, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2^e éd., 2001, p. 8.

² Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle. Economie et capitalisme*, t. 3, *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 12. Cette notion doit beaucoup aux travaux d'Immanuel WALLERSTEIN (cf. notamment *The Modern World System*, vol. 1, New York, Academic Press, 1974).

représentent ainsi près de 75% du trafic commercial entre l'Amérique et l'Espagne. Et si les réformes bourbonniennes en Espagne et celles du marquis de Pombal au Brésil induisent une diversification agricole des exportations américaines vers l'Europe, les déséquilibres commerciaux inhérents à la logique coloniale n'en demeurent pas moins inchangés. Et ce bien que les XVI^e-XVIII^e siècles voient aussi émerger un marché strictement hispano-américain dont témoignent l'importance du commerce entre les différentes vice-royautés et l'apparition de spécialisations régionales.

Faut-il néanmoins considérer que « les échanges sont cependant limités par les conditions techniques de navigation et par la montée des mercantilismes qui enferment les métropoles et leurs dépendances dans des régionalisations fermées fondées sur 'l'exclusif' et le 'monopole de pavillon' » ?³ Rien n'est moins sûr si l'on songe à l'ampleur du commerce illicite qui conduisit finalement la Couronne espagnole à renoncer au monopole des ports andalous dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ; au rôle redistributeur des richesses américaines vers l'ensemble de l'Espagne puis le reste de l'Europe que jouent les ports andalous ; ou encore à la présence ininterrompue de navires étrangers sur les côtes américaines durant l'époque moderne : les Hollandais occupent Bahia en 1624-1625, Pernambouc et sa région de 1630 à 1654, Surinam entre 1634 et 1638, tandis que les Anglais s'installent sur la côte nicaraguayenne des Mosquitos en 1665 et prennent le port de la Havane, l'une des plaques tournantes du commerce entre l'Espagne et l'Amérique depuis le début du XVI^e siècle, en 1762. Au-delà du cadre légal du monopole, l'économie-monde née des Grandes Découvertes apparaît bien comme une esquisse de « l'atelier unique » et de la « République économique universelle » qu'Adam Smith, père fondateur de l'économie classique, appelle de ses vœux dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Surtout, l'idée selon laquelle cette économie-monde gravitant autour de la péninsule Ibérique n'aurait eu d'existence réelle qu'économique et commerciale a été fortement remise en question par un certain nombre de travaux récents. Ainsi Serge Gruzinski a-t-il magistralement démontré que la Monarchie Catholique, qui réunit à partir de 1580 dans un même ensemble politique des villes aussi éloignées que Naples, Milan, Madrid, Lisbonne, Mexico, Anvers, Lima, Salvador de Bahia, Manille ou Goa, voit également apparaître « les premières élites mondialisées », qu'il s'agisse du personnel administratif et ecclésiastique ou des marchands qui ont voyagé d'un espace à l'autre et ainsi joué le rôle de « passeurs culturels » entre différentes aires qui n'avaient jamais été mises en relation jusque-là⁴. Loin de se limiter aux échanges commerciaux, la mondialisation ibérique de l'époque moderne relève donc également du domaine des savoirs, même si ces « passeurs culturels » peinèrent à restituer en Occident les savoirs indigènes et furent d'abord les agents d'une occidentalisation du Nouveau Monde. En cela, elle fait partie intégrante de la généalogie du « village planétaire » contemporain, et constitue « une boîte à outils pour comprendre ce qui se joue depuis plusieurs siècles entre occidentalisation, métissages et mondialisation »⁵.

³ Régis BENICHI, *Histoire de la mondialisation*, Paris, Vuibert, 2003, p. 7-8

⁴ Serge GRUZINSKI, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris, Editions de La Martinière, 2004 (notamment p. 249 et suiv.).

⁵ *Id.*, p. 10.

« Le temps du monde fini »

Au début du XIX^e siècle, la rupture du lien politique avec les métropoles ibériques – à l'exception notoire de Cuba et de Porto Rico – marque une solution de continuité en matière économique dans la mesure où le principe de la liberté commerciale s'impose progressivement à l'ensemble des jeunes États latino-américains. Cela ne signifie toutefois pas de réelles modifications des structures économiques et rapports de force euro-américains issus de la période coloniale.

Le XIX^e siècle est d'abord le temps d'une spectaculaire croissance des économies latino-américaines. Si l'on en croit les tendances de très longue durée décrites par Angus Maddison, le taux annuel moyen de croissance du PIB, qui était de 0,21% entre 1500 et 1820, passe à 1,37 % entre 1820 et 1870 et à 3,48 % entre 1870 et 1913⁶. Par ailleurs, le taux annuel moyen de croissance des exportations est de 3,9 % entre 1850 et le déclenchement de la Première Guerre mondiale⁷, témoignant d'une intégration accélérée au commerce mondial dont le volume propre est multiplié par sept entre 1840 et 1914⁸. Constitutive de ce que l'on peut considérer comme le second temps de la mondialisation en Amérique latine, cette croissance de la production et des exportations repose sur un faisceau de facteurs exogènes. Soutenue par l'entrée de l'Europe du Nord-Ouest dans l'ère industrielle puis par le *take off* des États-Unis, elle est aussi permise par la révolution des transports maritimes et terrestres qui inaugure, selon le mot de Paul Valéry, « le temps du monde fini ».

Cette rupture quantitative n'empêche pas que les économies latino-américaines demeurent fondamentalement dépendantes de leurs exportations de matières premières, et souvent même d'un seul produit. Ainsi vers 1913, le café représente 84,8 % des exportations du Guatemala et 62,3 % des exportations brésiliennes, le sucre 72% des exportations cubaines, le cacao 64,1 % des exportations équatoriennes⁹. A de rares exceptions près comme celle du Paraguay dont le principal produit d'exportation est le yerba maté, uniquement consommé en Amérique du Sud, ces exportations alimentent les marchés intérieurs européens et nord-américains lorsqu'il s'agit de produits agricoles, mais surtout l'industrialisation du XIX^e siècle : ainsi le Chili, où les nitrates représentent 71,3 % des exportations en 1913, voit-il 87,9% de la valeur de ces exportations concentrées vers les quatre grands pays d'industrialisation que sont alors les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la France¹⁰. La dépendance des économies latino-américaines au XIX^e siècle se mesure également à la place qu'y occupent les capitaux européens, source de financement presque exclusive de la modernisation des transports ou de l'urbanisme et des premiers pôles d'industrialisation latino-américains, ou encore à leur dette. Sur ce dernier point, le cas du Venezuela de Cipriano Castro, qui décide en 1902 d'ajourner le remboursement des quelque 120 millions de bolivars dus à l'étranger et se trouve confronté à un blocus international, apparaît exemplaire au tournant des deux siècles.

⁶ Angus MADDISON, *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*, Paris, Editions de l'OCDE, 2001, p. 281.

⁷ Victor BULMER-THOMAS, *The Economic History of Latin America since independence*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 63.

⁸ Régis BENICHI, *op. cit.*, p. 8.

⁹ Victor BULMER-THOMAS, *op. cit.*, p. 59.

¹⁰ *Id.*, p. 59 et 74.

Au sein de ce second temps de la mondialisation que l'historiographie d'inspiration marxiste décrit volontiers comme celui d'un ordre « néo-colonial », la crise des années 1930 fait indéniablement figure de tournant. Elle constitue d'une part un puissant révélateur de cette dépendance des économies latino-américaines, certains États voyant leurs revenus issus des exportations diminuer des trois-quarts en l'espace de quelques mois. De là découleront la volonté de diversifier les productions à vocation exportatrice, et surtout le grand dessein de « substitution des importations » par le développement d'industries nationales financées par les revenus commerciaux. Un dessein au bilan mitigé comme en témoigne l'exemple de l'Argentine péroniste, où la part de l'industrie dans le PIB n'évolue que de 22,8 % à 32,4 % entre 1929 et 1957. Un dessein également synonyme de repli protectionniste et identitaire, les années 1930-1970 apparaissant en quelque sorte comme une « pause » dans l'histoire de la mondialisation en Amérique latine. D'autre part, la crise sociale issue du marasme des années 1930 place au premier plan des préoccupations politiques la question essentielle – et jusque-là négligée – de la redistribution des richesses. Sous des formes variées selon les contextes nationaux - du Front Populaire chilien des années 1938-1941 aux expériences populistes – et sans que l'on puisse véritablement parler de *Welfare State* comme en Europe occidentale ou aux États-Unis¹¹, émerge en effet un État plus interventionniste en matière économique et sociale, après un long XIX^e siècle durant lequel l'orthodoxie libérale n'avait pas fait l'objet de contestations. Dominées par les problématiques « développementalistes » et par la théorie de la dépendance, les années 1930-1970 remettent profondément en question les conditions dans lesquelles s'est jouée historiquement l'intégration de l'Amérique latine à l'économie mondiale.

L'ère néo-libérale

Les années 1970 inaugurent une ultime rupture, qui vaut à l'échelle mondiale et place l'Amérique latine en situation de laboratoire. On sait en effet que le Chili fut le lieu d'expérimentation des théories néo-libérales élaborées à la *School of Economics* de l'Université de Chicago après le renversement d'Allende – l'Unité Populaire marquant *a posteriori* le chant du cygne de l'interventionnisme étatique et du modèle keynésien en Amérique latine. Le processus d'importation du néo-libéralisme est bien connu : il commence au milieu des années 1950 par des accords de partenariat entre l'Université de Chicago et l'Université Catholique de Santiago (UC), qui permettent à de jeunes étudiants chiliens tels que Sergio de Castro (ministre de l'Économie d'avril 1975 à décembre 1976, puis ministre des Finances jusqu'en avril 1982) d'acquérir une formation qu'ils restituent ensuite à l'UC en tant que professeurs¹². Également relayé au début des années 70 par les catholiques conservateurs du mouvement *gremialista* et par le quotidien *El*

¹¹ Olivier COMPAGNON, « Y eut-il un État-Providence en Amérique latine ? », *Histoire et sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, n°6, 2^e trimestre 2003, p. 62-64 ; Jaime MARQUES PEREIRA, « Les limites de l'État en Amérique latine. Citoyenneté, intervention sociale et croissance économique », *Cahiers des Amériques latines*, n°15, 1993, p. 109-134.

¹² L'exemple chilien est particulièrement bien documenté : cf. Juan Gabriel VALDES, *Pinobets's economists : the Chicago School in Chile*, Cambridge University Press, 1995 ; Patricia OLAVE CASTILLO, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía*, Mexico, UNAM, 1997 ; Marcelo POLLACK, *The New Right in Chile, 1973-1997*, New York, St Martin Press, 1999 ; Stéphane BOISARD, *L'émergence d'une nouvelle droite : monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, thèse de doctorat, Université de Toulouse - Le Mirail, 2001.

Mercurio, le dogme du marché - paradigme de la liberté - s'impose rapidement par toute une série de mesures qui permettent de mettre en œuvre, grandeur nature, les postulats qui guideront moins d'une décennie plus tard l'administration américaine sous Reagan puis le gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne. Contrôle de l'inflation et stabilisation monétaire, baisse des dépenses publiques et lutte contre le déficit budgétaire, privatisations et réduction considérable des attributions de l'État : tels sont les principes directeurs de la politique économique à partir du milieu des années 1970. Rapidement, l'économie chilienne voit ses exportations augmenter de manière considérable, attire les investisseurs étrangers et retrouve des taux de croissance étonnants dans le contexte de la crise économique mondiale des années 1970 (9,9 % en 1977, 8,3 % en 1979)¹³. Certes, le Chili traverse en 1982 une grave crise qui contraint l'État à un réinvestissement passager et relègue les *Chicago Boys* au second plan, mais la parenthèse semble close trois ans plus tard lorsque reprend un processus accéléré de privatisations - par exemple dans le domaine des télécommunications ou de l'électricité. Débarrassé des ultimes scories de l'Unité Populaire, le Chili semble entré dans une nouvelle ère de modernisation et d'intégration aux marchés mondiaux.

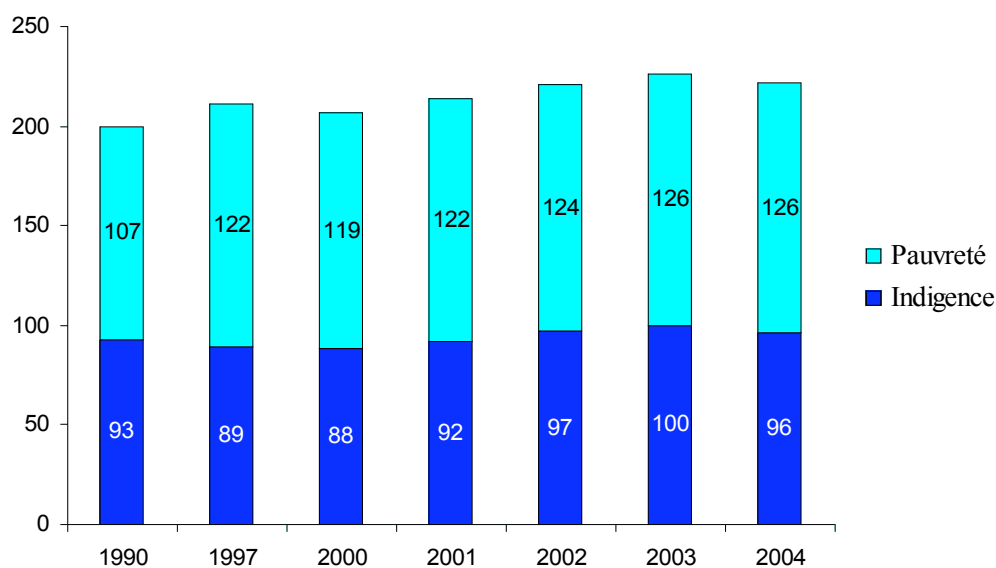
Érigée en modèle de développement et de lutte contre la crise par le Fonds Monétaire International, la révolution économique chilienne essaime dans toute l'Amérique latine durant la seconde moitié des années 1970 puis les années 1980. Elle porte toutefois en elle des conséquences sociales que ne masque pas complètement la bonne santé des indices macro-économiques. La paupérisation de larges couches de la population, la lente érosion des classes moyennes et la répartition de plus en plus inégalitaire des revenus par habitant en sont les aspects les plus visibles. Le désengagement de l'État se fait surtout sentir dans certains secteurs comme la protection sociale ou le système des retraites, qui apparaissent complètement sinistrés aujourd'hui. Le domaine de l'éducation est également particulièrement touché : la diminution des dépenses publiques, la décentralisation des administrations et des financements et la flexibilité des programmes scolaires conduisent à la mise en place d'un système éducatif à deux vitesses, dans lequel l'école publique devient celle des pauvres et l'école privée celle des classes moyennes et hautes de la société¹⁴. Autant d'éléments qui contribuent à une lente décomposition du corps social, valable au Chili comme dans le reste de l'Amérique latine. « Les inégalités n'ont pas diminué même là où le taux de croissance économique a été très élevé »¹⁵.

¹³ Banco Central de Chile, *Indicadores económicos y sociales, 1960-1989*, Santiago, 1989.

¹⁴ Teresa MARIANO LONGO, *Philosophies et politiques néo-libérales de l'éducation dans le Chili de Pinochet, 1973-1983. L'école du marché contre l'école de l'égalité*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹⁵ Jacques CHONCHOL, « Mondialisation et néolibéralisme en Amérique latine », *DLAL*, D 2520, 16-31 décembre 2001.

Population vivant dans une situation de pauvreté ou d'indigence en Amérique latine (en millions)



Source : *Panorama Social de America latina 2004*, CEPAL-Nations Unies

Remarquable observatoire de la mutation néo-libérale dont elle fut le premier champ d'expérimentation, « terrain privilégié pour observer très concrètement les modalités et les enjeux de ces luttes de la mondialisation qui contribuent à redéfinir les discours et les pratiques d'Etat, conformément à la nouvelle orthodoxie néo-libérale »¹⁶, l'Amérique latine est peut-être enfin le laboratoire de la contestation générée par les conditions de cette troisième mondialisation. Ce n'est pas un hasard, en effet, si le soulèvement néo-zapatiste du Chiapas eut lieu le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'ALENA qui cristallisait alors le discours anti-libéral en Amérique latine. L'usage massif des nouvelles technologies de l'information permit de faire du sous-commandant Marcos une icône de l'altermondialisme en l'espace de quelques mois et de doter la révolte chiapanèque d'une fonction d'exemplarité – réelle ou fantasmée – aux yeux de nombreux leaders de mouvements sociaux. Et c'est à Porto Alegre, capitale de l'État brésilien du Rio Grande do Sul et terre d'élection de la démocratie participative depuis le début des années 1990, qu'eut lieu en janvier 2001 le premier Forum social mondial réunissant les principales figures de l'antilibéralisme dans le monde. Ainsi l'Amérique latine, traditionnellement pensée – de l'extérieur comme par ses propres élites – comme une périphérie du « premier monde », est-elle peut-être en passe d'acquérir une position de centralité en matière de contestation sociale et de modèles de développement alternatifs.

¹⁶ Yves DELAZAY et Bryant G. GARTH, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et 'Chicago Boys'*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2002, p. 19-20 : »